

## THEMA

FOLIE DE LA PRUDENCE

## Grexitus

Raymond Klein

REGARDS

**Appliquer les principes d'une gestion financière « saine » risque de conduire au « Grexit », la sortie de la Grèce de l'Union monétaire. Pour éviter l'« exitus » de l'euro lui-même, de nouvelles approches sont nécessaires.**

Nous vivons une époque formidable. « Le monde au bord de l'abîme », c'est le titre choisi par le Spiegel en août dernier pour caractériser la situation économique mondiale. Neuf mois et plusieurs « sauvetages » plus tard, les Européens ont le privilège de voir jusqu'au fond de l'abîme qui les attend. Voir ? A entendre certaines déclarations de dirigeants et de financiers, on dirait qu'ils sont complètement désorientés, se raccrochent à leurs certitudes idéologiques et refusent de reconnaître la réalité. Pas étonnant que le dîner-sommet informel des leaders européens de mercredi soir n'ait guère donné de résultats. Heureusement, à côté des « aveugles », il y a les « borgnes », conscients de la menace, mais mal préparés à en saisir les multiples dimensions et à apporter des réponses adéquates.

Clairement, Jean-Claude Juncker fait partie de ces derniers. « Il ne faut pas abandonner la Grèce », « La consolidation budgétaire seule ne suffit pas », c'est ce qu'il répète depuis des mois. Plus concrètement, il soutient depuis longtemps l'idée des eurobonds, ces emprunts communautaires qui permettraient d'afficher une solidarité beaucoup plus poussée entre pays membres face aux marchés financiers. Or, cette idée est rejetée par la droite allemande, obsédée par l'idée que des pays pourraient abuser de cette solidarité... L'attitude

de Berlin, dont l'irrationalité se révèle au fil des secousses des marchés, n'a pourtant pas conduit Juncker à retirer son soutien à l'institutionnalisation des politiques d'austérité au niveau européen.

## Juncker et l'orthodoxie

En ce qui concerne la Grèce, le discours du premier ministre est tout aussi ambigu. D'un côté il affirme vouloir maintenir la Grèce dans l'euro, de l'autre il estime que les mesures imposées par l'Union européenne au gouvernement sortant ne doivent pas être renégociées. Selon lui, les élections grecques à venir sont celles de « la dernière chance » - et à défaut de voter pour des partis dociles, « c'en sera fini » du soutien des institutions européennes. En somme, par rapport aux monétaristes orthodoxes de la droite allemande, Juncker représente une sorte d'orthodoxie modérée.

L'évolution rapide des repères qui est propre aux situations de crise est exemplifiée par la proposition juncérienne des eurobonds. Au début de la crise, il s'agissait d'une proposition constructive, symbolisant la solidarité entre les Etats membres et envoyant un signal politique qui aurait été efficace à ce moment-là. Aujourd'hui, les eurobonds sont au centre des désaccords franco-allemands et François Hollande peut s'appuyer sur de nombreux autres acteurs qui leur sont favorables. Hélas, face à des acteurs de la finance misant sur un effondrement de l'euro, un accord sur l'émission de tels papiers serait insuffisant par rapport à ce qui est nécessaire.

Tandis que Juncker continue à s'aligner globalement sur l'Alle-



Qui ramassera la drachme, pardon, le centime perdu ? Jean-Claude Juncker et Robert Fico, premiers ministres du Luxembourg et de la Slovaquie, lors du dîner-sommet de mercredi.



PHOTO : SIP / JOCK FISTICK

magne, le LSAP s'aligne sur Juncker. Pas question de critiquer ouvertement le pacte fiscal, ni de plaider pour une relance par la demande. Certes, les socialistes ont infléchi le programme de consolidation budgétaire national. Mais à part quelques coups de gueule contre l'arrogance allemande de la part de Jean Asselborn, le parti a préféré faire profil bas. Il est vrai qu'en matière de doctrine économique, du côté de la social-démocratie en général et de ses représentants luxembourgeois en particulier, c'est le bide. La stabilité des prix et la compétitivité des entreprises comme fondement d'une politique sociale généreuse, voilà qui ne les démarque pas fondamentalement de l'orthodoxie modérée d'un Juncker. Notons tout de même qu'au sein du CSV, il existe une aile nettement plus libérale, pour laquelle hausses d'impôts et déficits budgétaires ne sont que des pis-aller. Et que son chef de file, Luc Frieden, affiche son désaccord avec le premier ministre sur des sujets comme les eurobonds ou la taxe sur les transactions financières (FTT).

Dans l'aveuglement, il n'y a pas de limite. Vous trouvez Luc Frieden et Angela Merkel butés en matière de politique monétaire ? Ecoutez Jürgen Stark, ex-chef de la banque centrale allemande, qui a démissionné en 2011 pour protester contre le « laxisme » de la BCE, évoquer les demandes de François Hollande : « Je suis très critique par rapport à une renégociation du pacte fiscal », explique-t-il au quotidien allemand Welt. Il estime cependant qu'un accord de façade sur un « pacte de croissance » pourra être trouvé, tout en préservant l'essentiel, qu'il résume ainsi : « Pour obtenir une croissance durable, il faut mi-

ser sur des réformes structurelles et la consolidation budgétaire. Tout le reste est éphémère et artificiel. » Et au-delà de cette orthodoxie dure comme béton, il y a encore celle, poisseuse, d'un Thilo Sarrazin.

### Euro-suicide

Cependant, ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la survie ou le suicide économique des nations européennes. La crise de la dette publique, issue de la crise financière de 2008, s'est transformée en crise de l'Union monétaire voire de la construction européenne. Rappelons qu'au début des années 1990, l'introduction d'une monnaie commune avait été décidée afin de relancer la dynamique communautaire : on espérait que l'interdépendance monétaire et économique amènerait les pays à renforcer les institutions communes, chose difficile à obtenir par des négociations directes. Or, si l'espace monétaire et économique créé a permis d'intensifier les échanges, il n'a pas entraîné une convergence économique et sociale. Et le renforcement des institutions qui aurait pu jouer en faveur d'une convergence, s'est fait attendre. Enfin, la tentative de se donner une constitution européenne a lamentablement échoué - le projet comportant trop peu d'avancées institutionnelles et étant trop marqué par l'idéologie libérale.

Pourtant, à droite, certains continuent à rêver d'une Europe à leur goût. Ainsi Wolfgang Schäuble, qui vient de recevoir le Karlspreis, a déclaré au Bild am Sonntag que l'euro continuait à faire avancer la construction européenne : « Il nous oblige à plus d'unité. Ainsi, avec le pacte fis-

cal, nous avons créé quelque chose qu'on aurait cru impossible il y a deux ans. » Celui qui se flatte d'être appelé le dernier Européen du cabinet Merkel semble cependant prêt à sacrifier cette unité sur l'autel de l'orthodoxie monétariste face aux demandes françaises : « Nous sommes prêts à discuter de tout. Mais ce que personne ne peut vouloir, c'est des feux de paille conjoncturels qui ne font qu'augmenter la dette. »

Ces jours-ci, l'Europe est sur le point de reproduire, au niveau de l'Etat grec, l'erreur du gouvernement Bush laissant sombrer la banque Lehman Brothers en 2008 et déclenchant la crise financière. Les orthodoxes modérés et les Européens convaincus mais libéraux feront-ils le poids face à ceux, de plus en plus nombreux, qui raisonnent en termes budgétaires et négligent la dimension politique, voire pensent que moins d'Europe ne serait pas un mal ? Certes, officiellement on veut tout faire pour que la Grèce reste membre de l'Union monétaire - on a même intégré ce souhait dans la déclaration finale du G-8. Mais dans les coulisses, des scénarios pour une sortie - nonchalamment baptisée « Grexit » par la presse anglophone - sont envisagés... et chiffrés. D'après le Quotidien, les calculs

des experts financiers arrivent à un coût entre 150 et 350 milliards d'euros, selon que le défaut de paiement subséquent est partiel ou total.

### Relance verte

Cela pourrait conduire à un compromis pervers : la chancelière allemande accepte d'adopter un modeste programme de croissance et de renforcer les moyens du Fonds européen de stabilité financière. En contrepartie, on décide de rester ferme face à la Grèce, pour l'exemple, comme l'exige la droite allemande. Ainsi, une victoire électorale de la gauche hellénique conduirait d'une façon ou d'une autre à éjecter la Grèce de l'Union monétaire. Une fois la facture de quelques centaines de milliards réglée, on aurait en quelque sorte amputé l'appendice corrompu et sauvé les parties vertueuses de l'organisme européen. Cela paraîtra acceptable à certains. Mais les choses sont plus compliquées.

Dans le Herald Tribune, l'économiste néo-keynésien Paul Krugman estime que la Grèce ne pourra de toute façon pas appliquer l'orthodoxie qui lui est imposée. Pour le moment, alors que les épargnants grecs vident leurs comptes, la BCE alimente

Qui a profité de  
l'endettement grec ?  
Le F-16C/D Block 52+  
est un des fleurons  
des forces aériennes  
helléniques.



PHOTO : 2006 K. KRALLUS, SVIXV

les banques helléniques en argent frais. Le jour où elle ne le fera plus, explique Krugman, la Grèce devra revenir à la drachme. Or, cette démonstration que l'euro est réellement réversible conduirait à son tour à une panique bancaire en Espagne et en Italie. Au-delà de l'effet boule de neige financier, Krugman met en garde contre le coût politique d'un abandon des pays à risque. L'échec de l'euro représenterait un sévère échec pour le projet européen au sens large, risquerait de discréditer le mainstream politique et en même temps de renforcer les extrémistes.

Pour les Verts luxembourgeois, à la différence des partis établis, cette perspective a justifié la tenue d'une conférence de presse, deux jours avant le fameux dîner-sommet. « Nous n'avons que quelques semaines pour faire le constat d'échec de la ligne Merkel-Sarkozy et développer d'autres politiques », a insisté le député européen Claude Turmes. Dans la ligne du discours sur un « Green New Deal », Déi Gréng insistent sur la lutte contre le chômage des jeunes d'un côté, sur les bénéfices à tirer d'un tournant énergétique de l'autre. Ils se prononcent pour une politique de relance économique, mais concentrée sur des projets écologiquement utiles. Pour augmenter les marges de manoeuvre des Etats et de l'Union, les Verts proposent d'instaurer une taxation financière, de combattre l'évasion fiscale des entreprises et de vendre aux enchères les droits d'émission de CO<sub>2</sub>. Au centre du programme de relance se trouverait la Banque européenne d'investissement (BEI), qui devrait être dotée de

moyens supplémentaires et qui co-financerait les projets d'infrastructures durables.

### Mille milliards

Relevons que les Verts - comme Juncker dans son « état de la nation » - se démarquent ainsi des discours libéraux qui voient dans la relance une responsabilité nationale. En ce qui concerne la politique monétaire par contre, ils semblent hésiter à se démarquer de l'orthodoxie libérale. Enfin, les propositions de Déi Gréng en matière de financement sont bien plus offensives que celles de Juncker et d'autres orthodoxes modérés. Mais elles restent entièrement basées sur une participation massive des capitaux privés et laissent les politiques économiques à la merci des marchés financiers.

Peut-on aller plus loin ? Claude Turmes évoque la manière dont la BCE a abreuvé les banques privées de mille milliards d'euros - mais il ne demande que quelques dizaines de milliards supplémentaires pour la BEI. En France, certains réclament qu'on revoie le fonctionnement de la banque centrale, qui devrait pouvoir prêter directement aux Etats, ce qui permettrait à la fois de relancer l'économie et de combattre la spéculation sur la dette. Il n'est cependant pas certain que François Hollande insiste sur ce point et encore moins qu'il puisse y avoir un consensus dans l'immédiat.

Dans sa tribune, Paul Krugman va encore plus loin. Il rappelle que l'union monétaire sans union politique constituait une expérience gran-

diose, mais mal ficelée. Et il précise sa pensée : quand la bulle immobilière en Floride a éclaté, les retraités pouvaient compter sur leur retraite et leur couverture santé financées par Washington, alors qu'en Espagne, aucun soutien comparable n'a existé. En d'autres mots, Krugman appelle à mettre en place des mécanismes de sécurité sociale européenne. Quant à la politique monétaire, elle devrait ouvrir des perspectives de croissance au-delà de l'austérité et de la récession. Krugman estime que la seule façon réaliste d'obtenir cela serait que la BCE oublie son obsession de la stabilité des prix et accepte, voire encourage une inflation de trois pour cent et plus en Europe. Notons que l'économiste d'outre-Atlantique a expliqué dans une interview au Spiegel que la situation grecque, au contraire de l'Espagne, était désespérée et sa sortie de l'euro inévitable. Ce serait face au risque de panique bancaire subséquent que la BCE devrait selon lui ouvrir les vannes monétaires.

### La gauche au centre

Au Luxembourg, il n'y a que la gauche radicale qui se prononce pour une alternative à l'orthodoxie économique. Côté communiste, même les propositions de Krugman, taxé de « rouge » aux Etats-Unis, ne trouveront grâce. Mettant en garde contre « l'illusion de pouvoir obtenir, en pleine crise, des concessions de la part des dominants », un éditorial de la Zeitung indique l'unique solution possible : « la rupture avec le système ». Côté Déi Lénk, des solutions plus nuancées ont été présentées mar-

di lors d'une conférence de presse. Comme les Verts ce parti demande une relance économique à la fois écologique et sociale, en insistant nettement plus sur ce dernier point. Déi Lénk déplore aussi un manque de démocratie au sein des mécanismes de décision européens et dénonce la manière dont la gauche radicale grecque serait injustement présentée comme anti-européenne.

En ce qui concerne la politique économique, les propositions de Déi Lénk alternent la prudence et la témérité. Ainsi ils se prononcent par exemple pour des « priorités » en matière de dépenses publiques - ce qui sous-entend une certaine discipline budgétaire - et pour un « Fonds européen de développement social et solidaire ». Mais parmi les « mesures qui pourraient être prises immédiatement », on trouve aussi une refonte de la BCE - ce qui nécessiterait tout de même une modification des traités - et la nationalisation pure et simple des banques.

Dans une Europe qui reste dominée par les braillements d'un mainstream politique aveugle et à court d'idées, des propositions de ce type contribuent à renouveler le débat. Dans la mesure où la droite européenne est de moins en moins pro-européenne, toute poursuite de la construction européenne devra se faire à partir de la gauche. Hélas, la famille social-démocrate, enfermée dans son partenariat avec les chrétiens-sociaux, tarde à s'en rendre compte - et on risque que l'édifice européen s'écroule auparavant.